ASSEMBLÉE NATIONALE

14 juin 2019

ENERGIE ET CLIMAT - (N° 1908)

Retiré

AMENDEMENT

N ° CE470

présenté par

M. Bolo, M. Duvergé, Mme Deprez-Audebert, M. Mathiasin, M. Lagleize, M. Ramos,
M. Turquois, Mme Gallerneau, Mme Lasserre, Mme Luquet, M. Millienne et M. Pahun

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 3, insérer l'article suivant:**

Après l'article L. 134-4-3 du code de la construction et de l'habitation, il est inséré un article L. 134-4-4 ainsi rédigé :

« *Art. L. 134-4-4.* – Un diagnostic de performance énergétique est réalisé dans les douze mois suivant la réalisation de travaux visant à améliorer la performance énergétique d'un bâtiment lorsque ces travaux ont été éligibles aux aides publiques d'État. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à développer les diagnostics de performance énergétique à l'issue de travaux visant à améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments. Ce dispositif poursuit un premier objectif d'information du consommateur quant au gain effectif de ses travaux pour la consommation énergétique de son bâtiment. Cette information est ainsi autant incitative en amont qu'elle lui permet, en aval, d'évaluer son retour sur investissement et de prospecter sur de futurs travaux d'efficacité énergétique.

Ce dispositif poursuit par ailleurs un second objectif d'amélioration de l'évaluation des politiques publiques. En effet, couplé à l'obligation de collecte d'information par l'ADEME des diagnostics de performance énergétique, l'évaluation des gains de performance énergétique des travaux subventionnés par la collectivité permet la création d'un indicateur de performance de la politique publique supplémentaire permettant d'évaluer l'efficacité des dispositifs normatifs et fiscaux en soutien de la stratégie énergétique nationale.